

Cahier thématique d'IDEA

Les années 10 en 10 graphiques

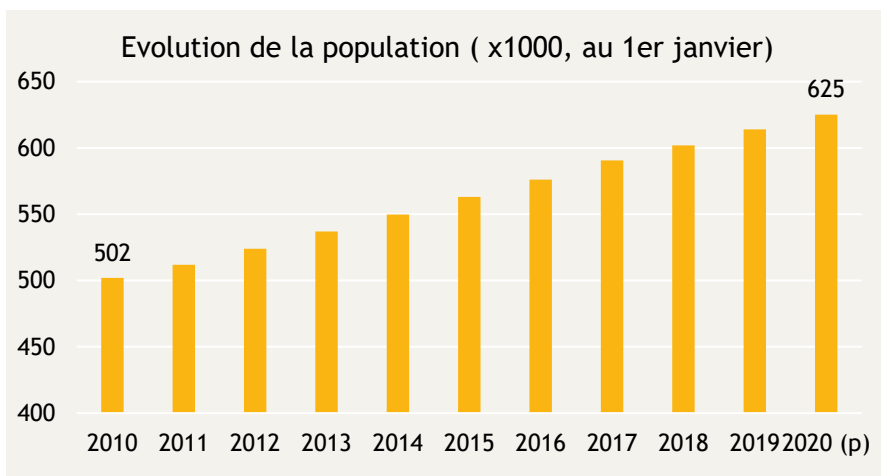
Février 2020



Les années 10 en 10 graphiques

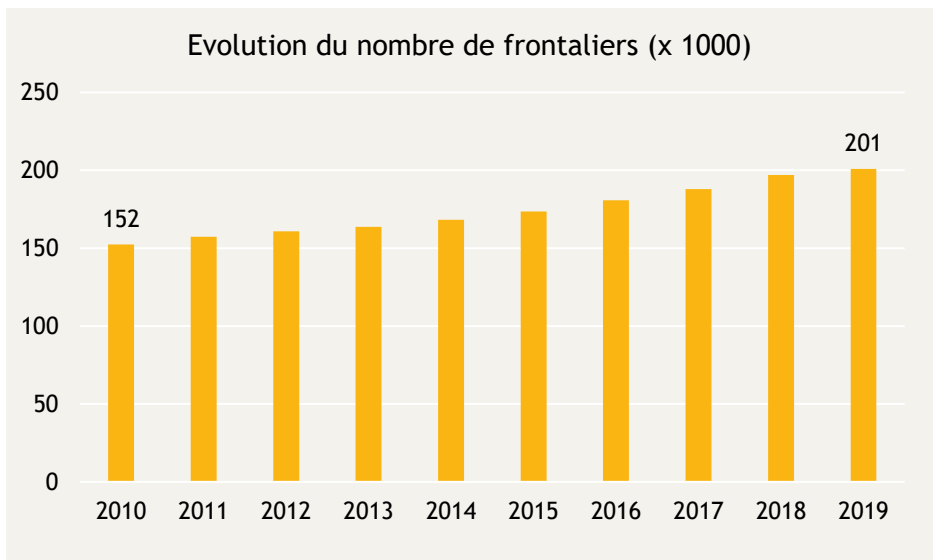
Beaucoup d'eaux ont coulé sous les ponts du Grand-Duché entre 2010 et 2019 : un nouveau premier ministre, deux épopées en coupe européenne de football des clubs pour le FC Dudelange, la création de la Fondation IDEA, le lancement du tram, Luxleaks, mais aussi :

1. **La population a augmenté de 24%** et le Grand-Duché, dont la superficie est pourtant restée la même, est passé de 502.000 habitants à 625.000 sur la période. Plus de 80% de cette hausse s'explique par le solde migratoire, le solde naturel (excédent des naissances par rapport au décès) étant resté relativement stable autour de 2.100 bébés chaque année. En conséquence, la part des étrangers (principalement des Européens) est passée de 43% à 47%, et il est fort probable que le Luxembourg comptera autant d'étrangers que de Luxembourgeois à la fin de cette décennie. Autre évolution marquante, la part des femmes dans la population totale est tombée en dessous des 50%. On ne compte désormais que 99 femmes pour 100 hommes au Luxembourg alors que la moyenne observée en Europe est de 104 femmes pour 100 hommes.



Source: Statec

2. **Le nombre de travailleurs frontaliers a augmenté de plus de 30% et dépassé la barre des 200.000 en provenance principalement de la France (52%) et à part égale (24%) entre la Belgique et l'Allemagne.** Plus concrètement, plus d'un emploi sur deux créé au Luxembourg durant la dernière décennie a bénéficié à un frontalier et plusieurs secteurs d'activités (industrie, construction, commerce, TIC, activités de services administratifs et de soutien) fonctionnent désormais avec près de 60% d'employés habitant dans un des 3 pays voisins.

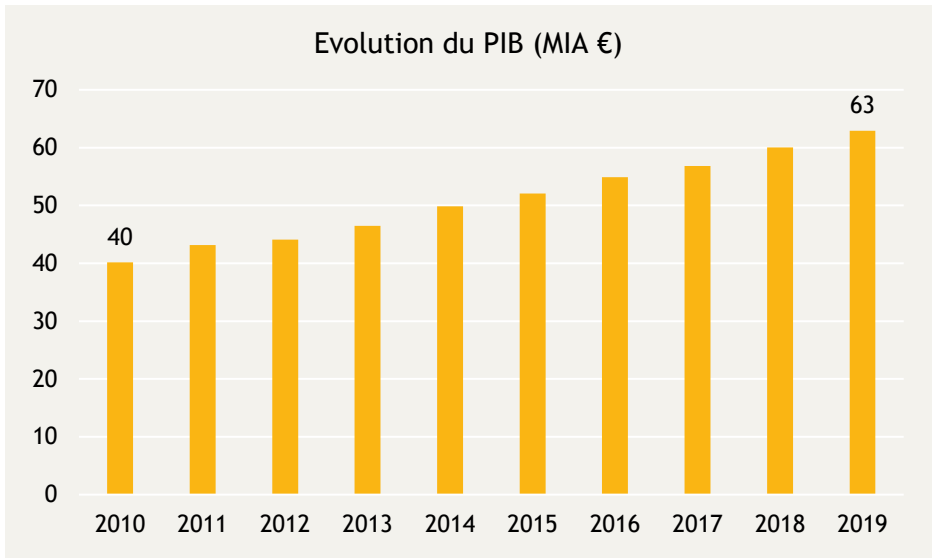


Source: Statec

Aussi, il y a eu globalement un vieillissement de la population des travailleurs frontaliers qui est actuellement composée à 25% de salariés de plus de 50 ans contre 15% en 2010.

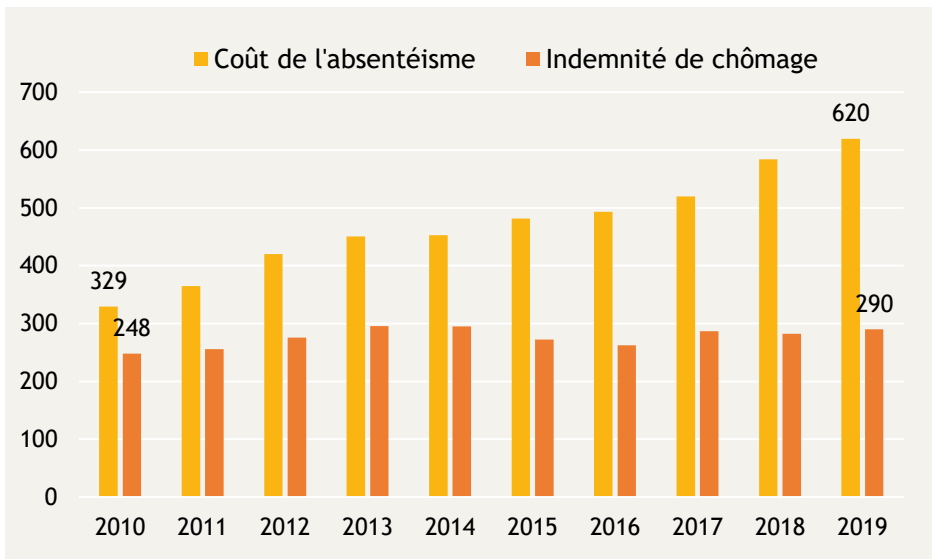


- 3. Le PIB (nominal) a progressé de 56%, passant de 41 à 63 milliards d'euros.** Mesuré à prix constants, le PIB luxembourgeois a affiché un rythme moyen de croissance de 3.2% par an, et seulement l'année 2012 a été marquée par un (léger) recul de l'activité (-0.3%). La croissance du PIB a permis une « envolée » des recettes publiques (de 17 à 28 milliards d'euros), une stabilisation des dépenses publiques exprimées en pourcentage du PIB (autour de 43%), et a été possible malgré un net recul des émissions de CO₂ d'origine luxembourgeoise (de 11,2 millions de tonnes en 2010 à 9 millions de tonnes en 2019) qui tend à valider la perspective d'un découplage durable entre la croissance économique et son impact environnemental.



Source: Statec

4. Les dépenses d'indemnisation chômage sont restées relativement stables sur toute la décennie alors que les prestations en espèces pour cause de maladie (une mesure traditionnelle de l'absentéisme) ont explosé (+88%). Cette divergence s'explique par la relative stabilité du nombre de chômeurs entre 2010 et 2019 alors que le nombre de salariés et le taux d'absentéisme ont sensiblement augmenté. Si le Luxembourg a été au sein de l'UE l'un des pays les plus performants en matière de chômage, il aura symétriquement été l'un des mauvais élèves en termes d'absentéisme au travail¹.



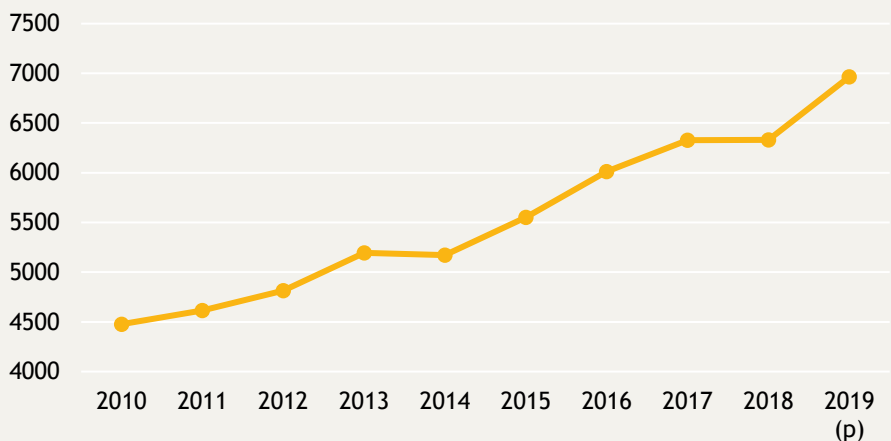
Sources: IGSS, Mteess

¹ Voir : <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-eurostat-news/-/DDN-20180111-1>



5. **Le logement est resté la priorité numéro 1** au Luxembourg depuis 2010. La décennie a d'ailleurs commencé - et s'est terminée - avec des études du STATEC qui concluaient que le nombre de logements achevés dans le pays chaque année était - compte tenu de l'accroissement du nombre de ménages privés - en dessous de la demande potentielle. **Les prix immobiliers, qui font office de baromètre de la préoccupation immobilière de la population, ont augmenté de 56%** entre 2010 et 2019 alors que l'indice des prix de la construction ne progressait « que » de 19% et le revenu médian que de 35%.

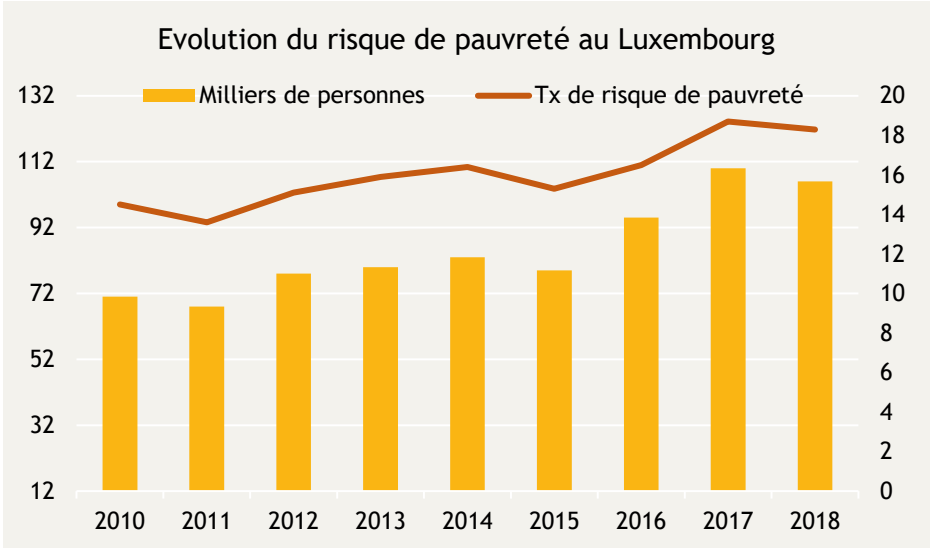
Prix de vente au m² des appartements en état futur d'achèvement



Source: Observatoire du logement

Si en 2010 un appartement de 50 m² coûtait 11 années de salaire minimum, il fallait compter 14.5 années en 2019 pour pouvoir acquérir le même bien. Mais en dépit de cela, le taux de ménages propriétaires s'est maintenu autour des 70% grâce à un environnement de taux bas et à des dépenses publiques qui agissent en soutien de la demande.

6. En dépit de dépenses de prestations sociales en hausse (+60% entre 2010 et 2019) et un système redistributif étendu, **le taux de risque de pauvreté (à 60% du revenu médian) est passé de moins de 15% à plus de 18%**. Il y avait ainsi plus de 100.000 pauvres au Luxembourg en 2019, contre environ 70.000 en 2010.



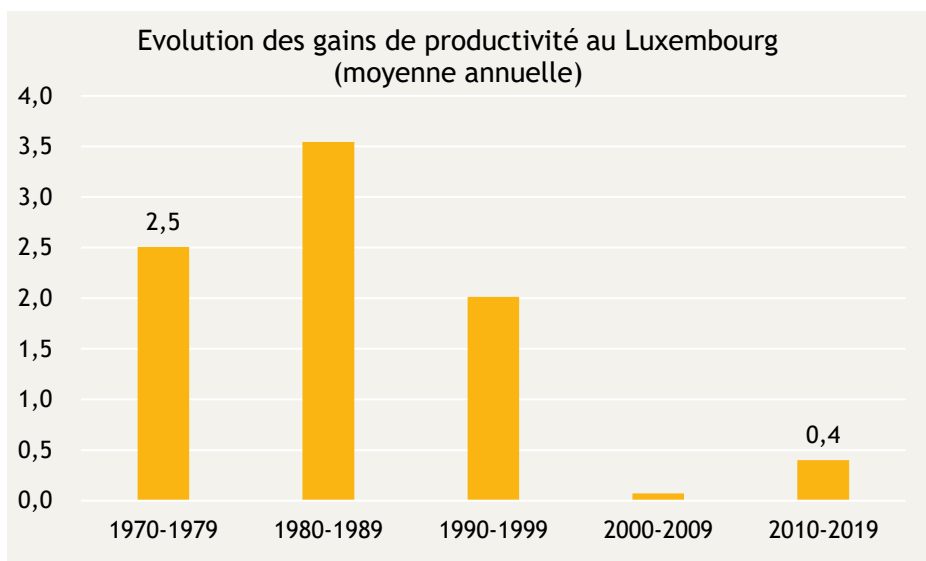
Source : Statec

Cette situation a légitimement de quoi inquiéter - d'autant plus que le Luxembourg est par ailleurs en tête du classement européen (après la Roumanie) pour la proportion de travailleurs pauvres avec un taux de 13,5% - même s'il est possible de la nuancer quelque peu par le fait que le seuil de pauvreté exprimé en parités de pouvoir d'achat était 20% plus élevé en 2018 qu'en 2010 et que le taux de risque persistant de pauvreté demeure en dessous des 10%².

² Il s'agit de la proportion de personnes dont le revenu disponible équivalent se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté durant l'année en cours et au moins deux des trois années précédentes



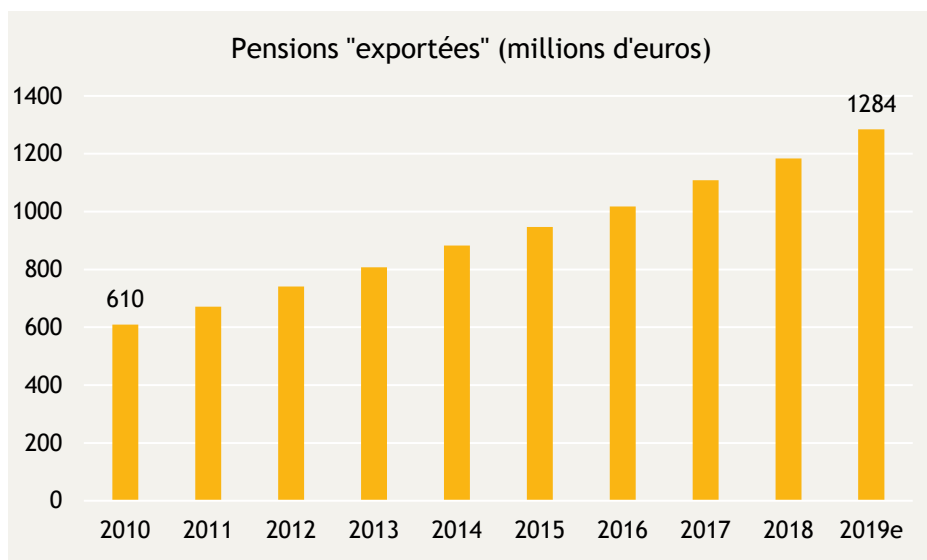
7. Alors qu'ils ont assuré et assis la prospérité du Luxembourg entre 1970 et 2000³, **les gains de productivité**, quasiment inexistants au Grand-Duché entre 2000 et 2009, **sont restés faibles entre 2010 et 2019** (+0,3% par an). Cela constitue une énigme compte tenu de l'amélioration et de la qualité des infrastructures, du niveau élevé de « capital humain » sur le marché du travail, et de la profusion de « nouvelles » technologies à disposition des entreprises. Il s'agit également d'un défi à gérer car la poursuite d'une croissance faible des gains de productivité est de nature à causer des conséquences macro-économiques négatives importantes.



Source : OCDE

³ Entre 2000 et 1970, la prospérité luxembourgeoise (mesurée par le PIB réel par habitant) a progressé de 178%, le PIB par heure travaillée a progressé de 118% (+2.7% en rythme annuel), et le volume d'heures de travail prestées dans l'économie n'augmentait « que » de 60%.

8. **Le montant des pensions exportées à des bénéficiaires non-résidents (pour l'essentiel établis dans les trois pays voisins, au Portugal ou en Italie) a plus que doublé de 2010 à 2019, passant de 609 millions à 1,3 milliards d'euros.** Sous l'effet notamment du départ progressif à la retraite des frontaliers actifs au Luxembourg à partir des années 1980, les non-résidents ont représenté en 2019 quelque 28% des dépenses de retraite contre 21,5% en 2010. Avec le temps, la proportion de pensions exportées devrait continuer de croître (pour se rapprocher à terme des 45%) puisque les futurs pensionnés non-résidents⁴ auront connu, pour un nombre croissant d'entre eux, des carrières de cotisation quasi-complètes sur le marché du travail du Grand-Duché.

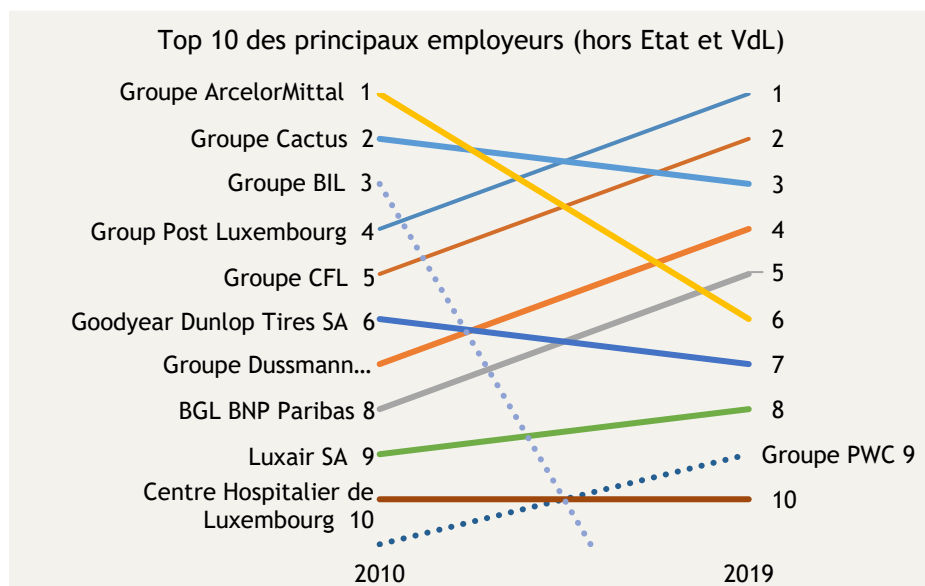


Source : IGSS

⁴ Il pourra s'agir d'anciens frontaliers, d'étrangers ayant travaillé et résidé au Luxembourg mais revenant « au pays » lors de leur retraite, ou de Luxembourgeois ayant décidé de passer leurs « vieux jours » sous des cieux climatiquement plus cléments.

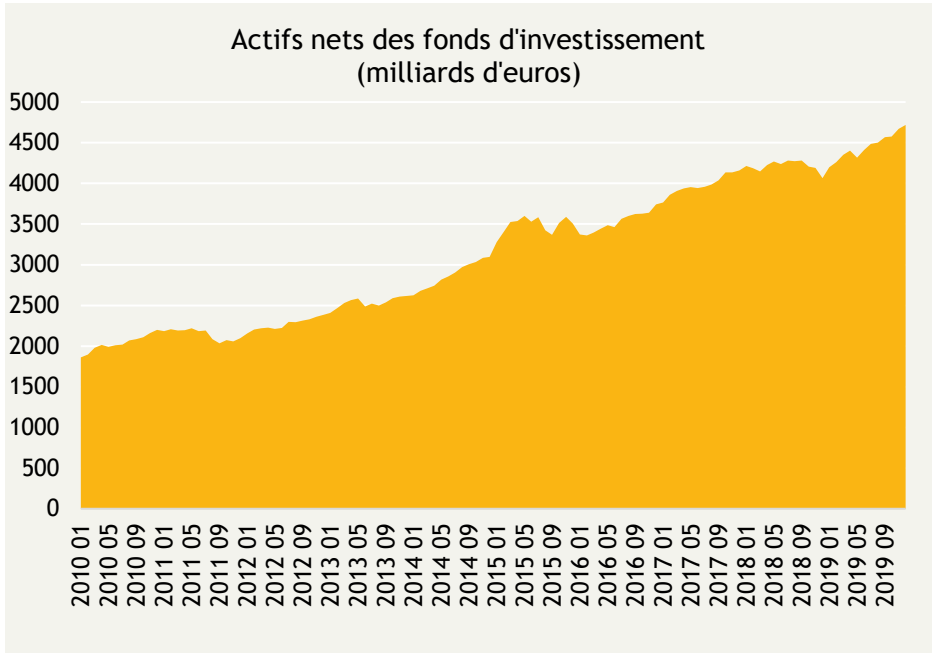


9. En 2019 comme en 2010, un nombre limité de grandes entreprises se distinguent au Luxembourg par l'importance de leur contribution économique. Si sur toute la période 10 entreprises (seulement) ont concentré près de 9% de l'emploi salarié total, il y a eu d'importants mouvements au sein de ce top10 à la faveur (notamment) d'opérations de fusions d'entreprises, de cessions d'activités, et de modification de la structure de la demande des ménages. ArcelorMittal qui était le premier employeur en 2010 se retrouve désormais à la sixième place, la BIL (3^{ème} employeur en 2010) est sortie du top 10 et a été remplacée par PWC, les entreprises Dussman et BGL ont gagné trois rangs pour se retrouver respectivement à la quatrième et à la 5^{ème} place, et ce sont désormais deux entreprises publiques (Post et CFL) qui occupent les deux premières places du classement des principaux employeurs du pays.



Source : Statec

10. **Les actifs gérés par les organismes de placement collectif (OPC) établis au Luxembourg ont été multipliés par 2,5.** La place financière du Grand-Duché accueille désormais quelque 3 800 fonds d'investissement et les actifs nets des OPC luxembourgeois ont atteint 4 719 milliards d'euros en décembre 2019 soit... 75 fois le PIB grand-ducal, contre « seulement » 1 860 milliards au début de 2010 (46 fois le PIB).



Source : BCL

©Fondation IDEA asbl 2020

Auteur : Michel-Edouard Ruben

Tél : 42 39 39 - 441 - Email : Michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Directeur de la publication : Muriel Bouchet

Tél 42 39 39 491 - Email : muriel.bouchet@fondation-idea.lu

